

Le NATO Strategic Direction South Hub fut établi au sein du commandement de la force interarmées alliée - L'OTAN - à Naples afin de savoir des situations de l'Afrique et du Moyen-Orient d'un point de vue régional, et soutenir la coordination des efforts de l'OTAN dans la région. Les recherches menées par le NSD-S Hub s'appuient sur ses échanges avec des organisations gouvernementales et non gouvernementales, des organisations internationales, des organisations militaires, des institutions universitaires, des sources médiatiques et sur les connaissances et les avis d'experts en matière locaux et régionaux.

Toutes informations ne représentent pas nécessairement les points de vue ou les positions officielles du Hub ou de l'OTAN.

SOMMAIRE

« L'espoir d'une nation réside dans l'éducation de sa jeunesse »

Desiderius Erasmus

Cet article aborde les défis liés à l'éducation et à l'emploi en Afrique et au Moyen-Orient, et se concentre surtout sur la région de l'Afrique subsaharienne. Il vise à mettre en évidence le phénomène de l'explosion démographique qui risque de fragiliser la région dans les années à venir.

L'explosion démographique attendue exigera sûrement une croissance en produit intérieur brut (PIB) et en disponibilité d'emploi afin de garantir l'intégration sociale des nouvelles générations.

Le développement de l'éducation est un essentiel levier ; de nouvelles solutions innovatrices sont nécessaires pour répondre à une transition sociale irrégulière. Les futures politiques pertinentes détermineront l'impact de cette explosion démographique sur la région.

Afin de maximiser le dividende démographique, les nations devraient investir dans leur système d'éducation afin de 1) accroître l'accès à l'éducation ; 2) améliorer le niveau de pédagogie, 3) renforcer les compétences tout en les adaptant aux exigences du marché de travail ; et 4) assurer l'inclusion sociale de la jeunesse.

TABLE DE MATIERES

| | |
|--|----|
| SOMMAIRE..... | 3 |
| INTRODUCTION..... | 5 |
| L'EDUCATION ET LE DIVIDENDE DEMOGRAPHIQUE | 10 |
| LES DEFIS POLITIQUES..... | 12 |
| Renforcer les capacités et les compétences (les droits civils) | 12 |
| l'éducation et contextualisation (les opportunités économiques)..... | 12 |
| L'inclusion (la justice sociale) | 14 |
| Les investissements publics | 15 |
| CONCLUSION | 16 |
| REFERENCES..... | 17 |

INTRODUCTION

Cette étude traite des défis liés à l'éducation, l'alphabétisation, le développement des compétences et le chômage dans la région de l'Afrique subsaharienne d'ici 2050. L'explosion démographique prévue pour la région risque de générer des difficultés et menacer la sécurité régionale, et par extension, la sécurité des pays membres de l'OTAN.

Le terme « dividende démographique » fut introduit à la fin des années 1990 pour indiquer la corrélation entre l'évolution démographique de l'Asie de l'Est et sa rapide croissance économique (Bloom, Canning et Séville 2003).

Une transition démographique entrainera deux genres de dividendes démographiques, le travail et les économies (épargnes), dans les conditions qui suivent:

Une amélioration du système sanitaire : Un système sanitaire consolidé réduit le taux de mortalité infantile et permet un taux de natalité plus équilibré. Un nombre d'enfants plus contenu permet aux familles d'investir plus de ressources dans l'éducation et la santé (Kalemli-Ozcan, Ryder et Weil, 2000 ; Schultz 2005) et encourage la participation de la femme au monde du travail (Bloom, 2007). Un tel contexte mène à la création de nouveaux emplois et à la génération d'une prospérité économique pour le pays.

Figure 1: Cycle vertueux du dividende démographique VS cercle vicieux



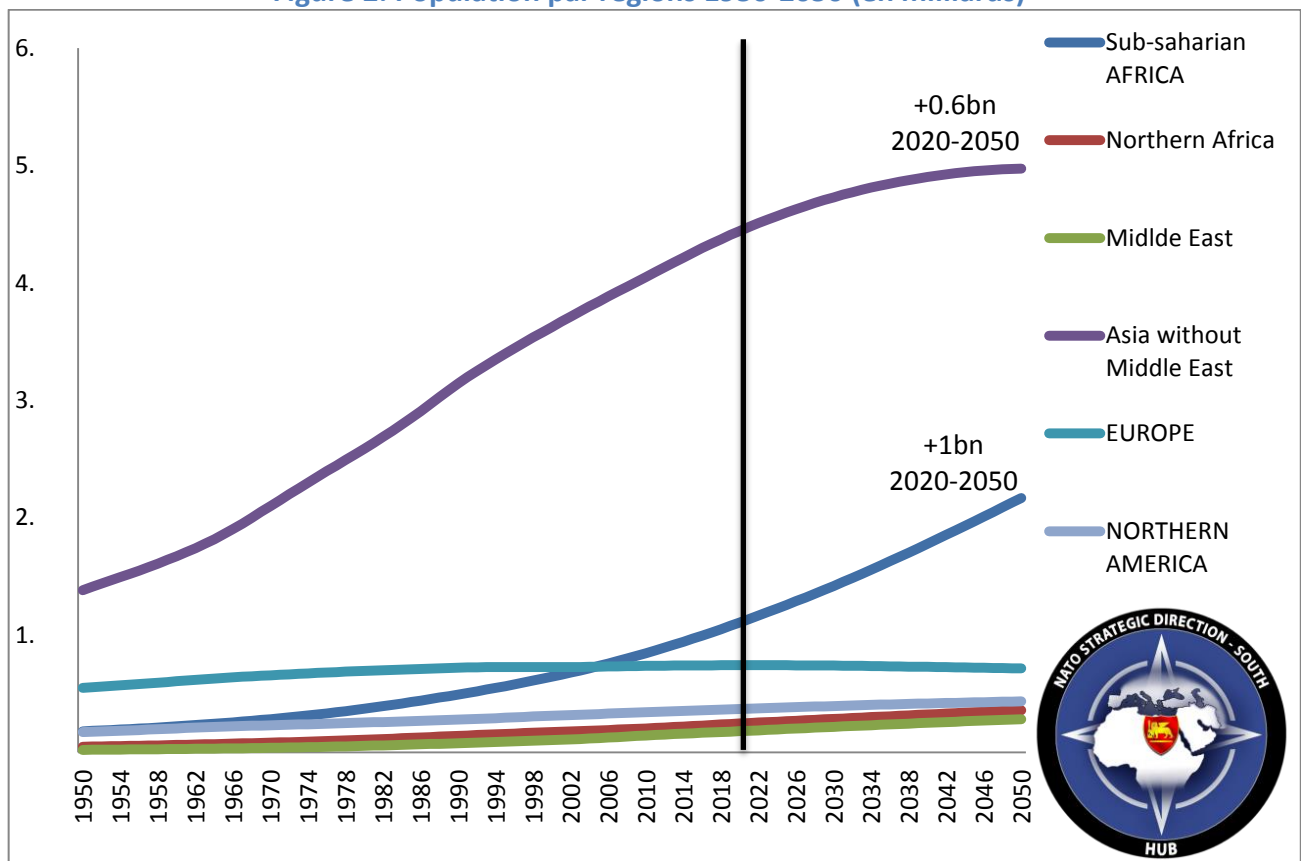
Cependant, un dividende démographique n'est pas toujours garanti. Avec un taux de natalité trop élevé, la région sera confrontée à une croissance démographique incontrôlable qui exposerait les nouvelles générations à la malnutrition et d'autres risques sanitaires, à la dépendance, au chômage et à la pauvreté. La situation dans son entier impacterait tout investissement, public et privé, dans l'éducation.

Si «*la démographie est destin* » (Auguste Comte), les pays devraient mettre en œuvre des politiques qui visent à assurer un dividende démographique et éviter une catastrophe.

Il est probable que la population mondiale s'accroisse de 2 milliards de personnes au cours des 30 prochaines années (ONU). La croissance démographique se concentrera surtout en Afrique et au Moyen-Orient, et devrait atteindre un nombre total de 3,4 milliards de personnes en 2050. Plus que la moitié de la croissance démographique mondiale prendra lieu en l'Afrique – 1,3 milliard personnes en 2018 (17% de la population mondiale) à 2,5 milliards en 2050 (26%). L'ONU prévoit un ultérieur redoublement de la population africaine entre 2050 et 2100, pour atteindre 4,3 milliards d'habitants (39% de la population mondiale).

L'Asie, par contre, comptera un 4,7 milliards d'habitants durant la même période.

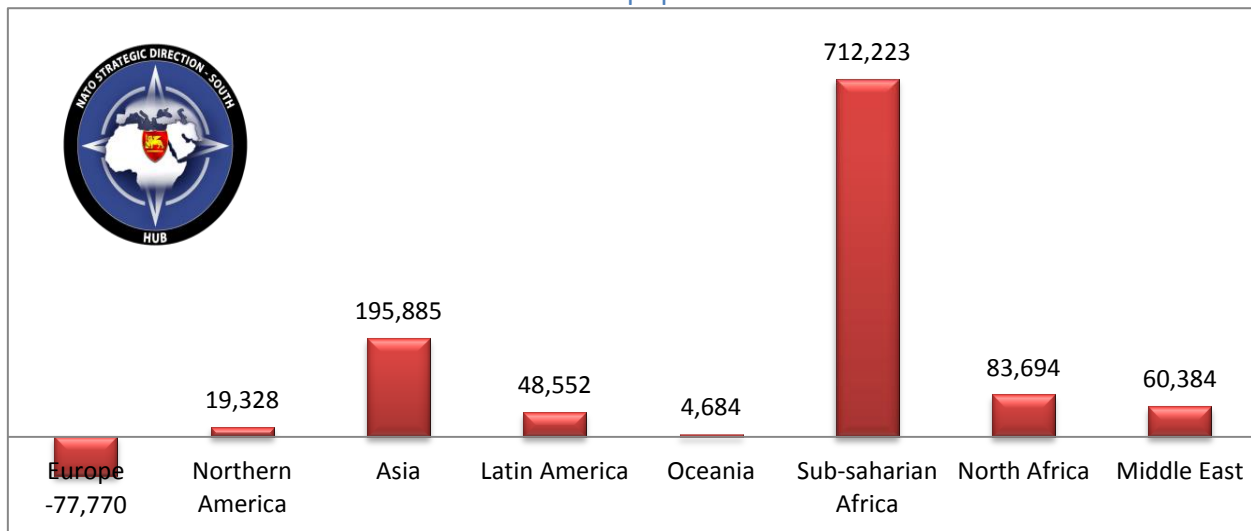
Figure 2: Population par régions 1950-2050 (en milliards)



Source: UN World Population Prospects 2019

La population mondiale en âge de travail (15 - 64 ans) devrait augmenter d'environ un milliard entre 2020 et 2050 avec une grande majorité provenant de l'Afrique subsaharienne (presque le double en population du nombre total des populations des autres continents).

Figure 3: Évolution de la population en âge de travailler 2020-2050 (en milliers)
Données de l'ONU sur la population mondiale 2019



La région est confrontée à deux défis : une lente transition démographique et une croissance économique insuffisante.

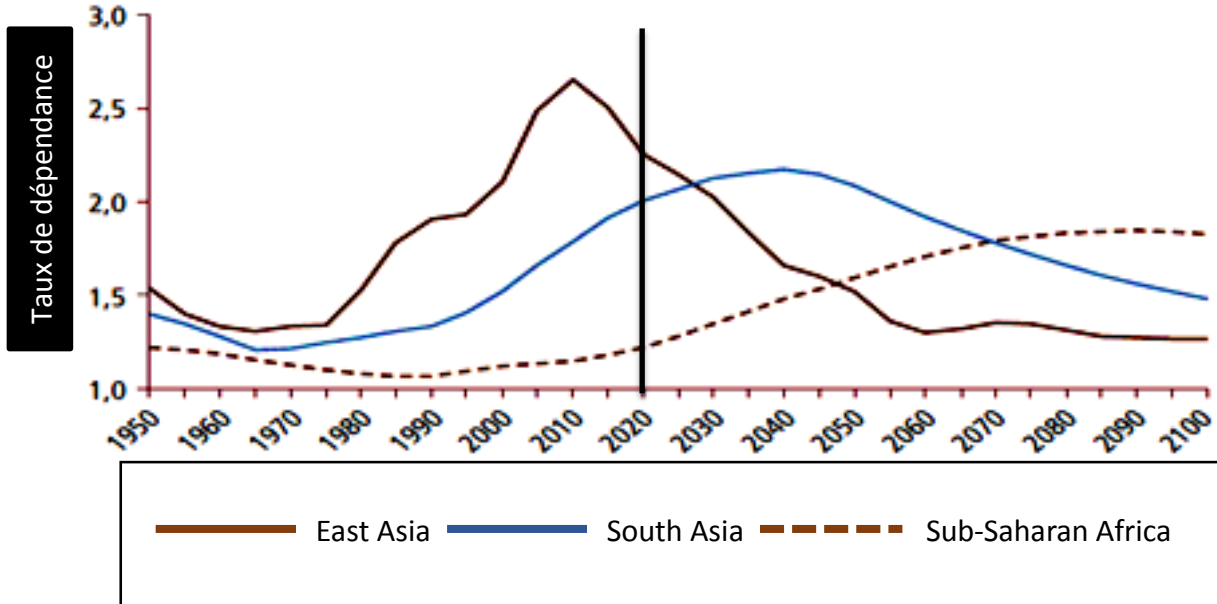
La transition démographique de l'Afrique sub-saharienne se déroule lentement, limitant considérablement le taux de dépendance de la région (figure 4). La baisse (prévue) de taux de natalité en Afrique sub-saharienne indique que la croissance de la population en âge actif (débuté en 1990) ne culminera pas avant une période totale de 90 ans (50 ans pour l'Asie de l'Est). L'ensemble de la région comptait 98 millions de personnes d'âge actif en 1950, et 450 millions en 2010. Ce nombre devrait atteindre 1,3 milliard d'habitants d'âge actif en 2050 (presque le double du nombre total des personnes d'âge actif provenant des pays à revenu élevé). On prévoit que les effets de la transition démographique sur le développement seront faibles et lents en Afrique subsaharienne compte tenu de son ratio de dépendance démographique, un ratio inférieur à 2 à son maximum (2,7 pour l'Asie de l'Est).

Au cours des prochaines décennies, l'Afrique subsaharienne devrait connaître une croissance en taux d'urbanisation parallèlement à une croissance démographique de sa population rurale (Losch et al. 2013). La population rurale devrait accroître de 63% d'ici 2050, avec 380 millions de personnes supplémentaires en recherche d'emploi.

La transition démographique particulière en Afrique subsaharienne entraînera un taux de croissance exponentiel et de longue durée et par conséquent un accroissement considérable de la population.

Bien que la réduction du taux de dépendance des jeunes soit avantageuse, elle ne mène pas nécessairement à la réalisation du potentiel maximal de croissance économique.

Figure 4 : Taux de dépendance dans diverses régions du monde (1950-2050)
Source : Données démographiques des Nations Unies 2013



La croissance économique est stimulée par l'évolution démographique engendrée par une augmentation des facteurs de production et / ou un accroissement de la productivité (Hall et Jones, 1999). Cette croissance économique se renforce grâce au pourcentage plus élevé de la population active engendrée par 1) l'évolution démographique de la population (changement démographique de la population d'âge actif) et les changements du taux d'activité (participation des femmes + chômage).

Pour renforcer une croissance économique, les nations doivent garantir une augmentation de leur produit intérieur brut (PIB) et veiller à la création d'emplois afin d'assurer l'intégration des nouveaux arrivants dans le monde de travail.

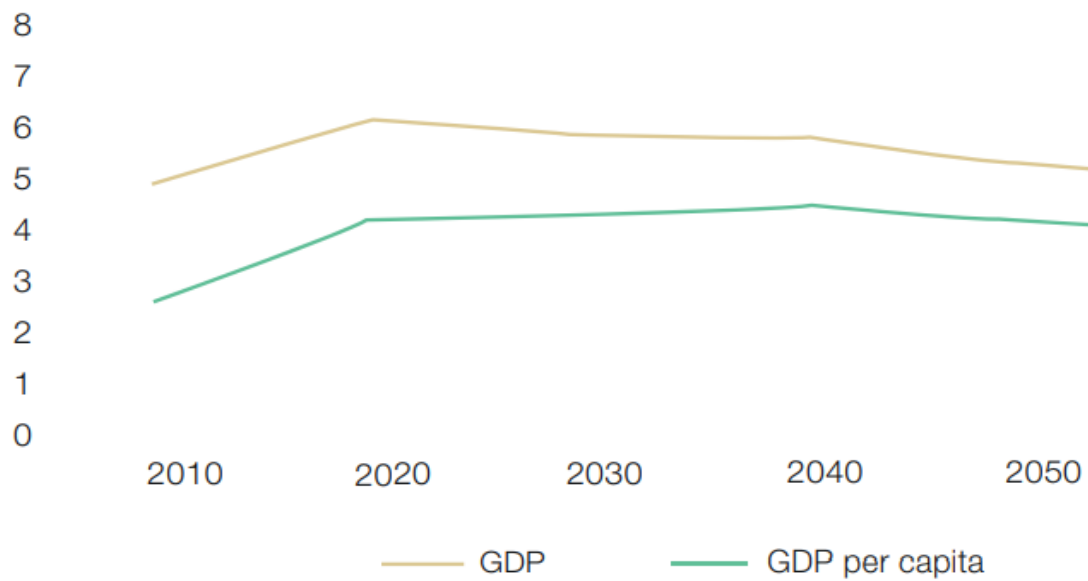
En l'absence de politiques sociales et économiques équitables, un surcroît de main-d'œuvre entraînerait un surcroît de chômage et de sous-emploi. Une telle situation risque de mener à une instabilité politique et à la détérioration du capital social (Urdal, 2011).

L'Amérique latine et l'Amérique du Nord ont subi des diminutions en taux de natalité ainsi que des accroissements en population d'âge actif, mais n'ont pas connu le décollage économique de l'Asie de l'Est (Bloom et Canning, 2003).

En dépit de lents progrès durant les années 70 et 80, l'économie de la région d'Afrique subsaharienne s'est reprise durant les deux dernières décennies (Arbache et Page, 2008) et devrait poursuivre sa courbe ascendante au cours des 30 prochaines années. Mais étant donné que la poussée démographique ne cesse d'augmenter, la croissance du PIB par habitant sera probablement plus lente en comparaison avec l'Asie, et mènera à la réduction du dividende démographique (figure 5).

Les conditions démographiques actuelles du continent africain ne sont pas suffisantes pour renforcer un dividende démographique. Dans ce cadre, l'éducation est considéré un levier essentiel pour soutenir le développement social et économique de tout pays concerné.

Figure 5 : Croissance du PIB africain / PIB par habitant 2020-2050
Source : AFDB¹



¹ African Development bank data

L'ÉDUCATION ET LE DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE

Le concept de dividende démographique fut développé pour expliquer les liens entre la transition démographique, l'évolution démographique en fonction d'âge et la croissance économique. À cet égard, le renforcement du capital humain est considéré propice au développement (Zelleke et al., 2013) et à la productivité totale des facteurs (Tahari et al., 2004).

L'éducation fut considérée comme étant un moteur de développement et un moyen d'éradiquer les diverses formes de pauvreté avec l'arrivée des théories sur le capital humain (Becker, 1964 ; Schultz, 1961) et la croissance endogène (Lucas, 1988 ; Romer, 1986). Les théories affirment qu'une population plus instruite est une population plus productive et plus propice à la croissance économique, et que l'éducation est fondamentale dans l'évolution des comportements sociaux et les instruments de production. Chaque année scolaire est associée à une augmentation de 10% en salaires (Psacharopoulos), et chaque nouvelle génération engendre de nouvelles ressources pour l'éducation renforçant ainsi la croissance en taux d'alphabétisation et niveau pédagogique (Eloundou-Enyegue et Giroux, 2013). Selon Young (1995), la croissance économique asiatique trouve son origine dans la croissance en main-d'œuvre et en productivité.

L'importance de l'éducation et la formation professionnelle est soulignée dans les économies modernes fondées sur les connaissances et les innovations. Le développement des compétences est indispensable dans l'établissement de nouveaux processus de production et d'échanges, et dans la création de nouvelles activités économiques.

Cependant, on observe une inégalité d'accès à l'éducation en Afrique subsaharienne, une polarisation des connaissances et des clivages scientifiques entre les pays développés / émergents et les pays sous-développés qui souffrent de pauvreté et de la fuite des compétences (30% des africains qualifiés vivent à l'étranger).

Une transition démographique singulière exige l'identification de nouvelles solutions, notamment en matière pédagogique.

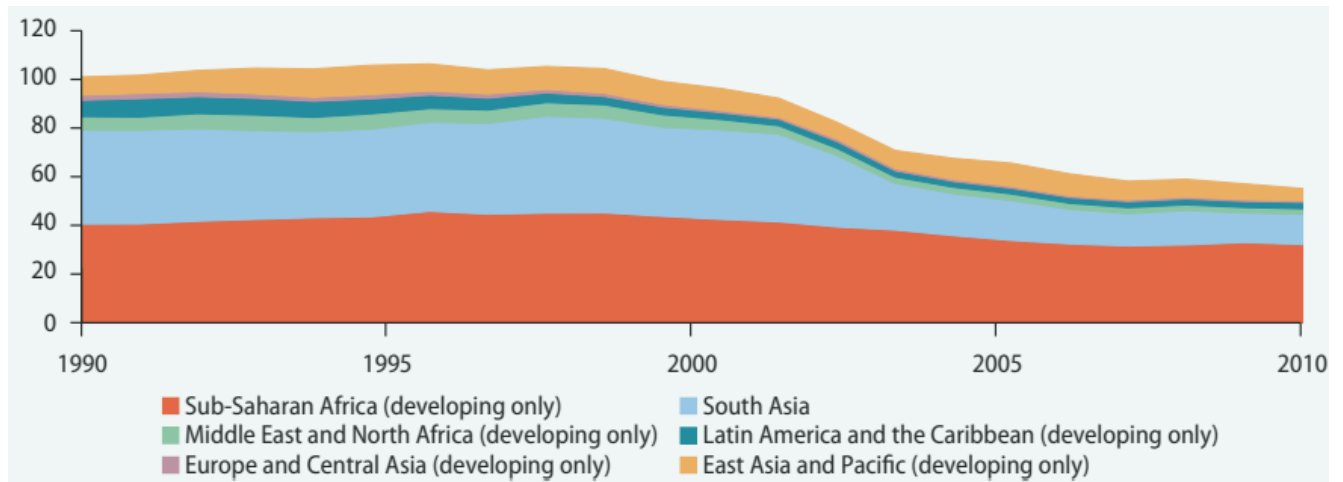
En 2003, La 36e session de la Commission des Nations Unies sur la Population et le Développement au sujet de "la population, l'éducation et le développement", a mis en évidence l'impact de l'éducation sur le développement social et démographique. Renforcer l'éducation est devenu le 2eme objectif du Millénaire pour le Développement (2000-2015) et le 4eme objectif du Développement Durable (en 2015) qui vise à assurer *une éducation de qualité et des opportunités de formation pour tous*.

Le *Global Monitoring Report*, publié en 2015, affirme que «le monde n'a pas réussi à assurer l'éducation pour tous». En réalité, l'éducation au niveau mondial a enregistré des progrès substantiels depuis les années 1990. Le nombre d'enfants et d'adolescents non scolarisés s'est réduit de moitié depuis l'an 2000 et la région s'est améliorée du point de vue l'égalité des sexes.

Entre 1990 et 2010, le taux de scolarisation primaire en Afrique est passé de 52% à 75% et le taux de scolarisation secondaire de 22% à 41% (Banque mondiale, 2013). 100 millions d'enfants ne complétaient pas leur éducation primaire tandis que 58 millions d'enfants étaient dépourvus d'une éducation –72% de ces enfants provenaient de l' Afrique subsaharienne.

Figure 6 : Enfants non scolarisés en âge d'école primaire (en millions)

Source : UNESCO 2014



La démographie, l'éducation et le développement sont étroitement corrélés. Pour trouver le juste équilibre, les nations devraient renforcer l'accès à l'éducation, les compétences des jeunes (tout en les adaptant aux besoins du marché) et l'exclusivité. La mission n'est pas évidente puisque elle dépend de ressources financières extrêmement limitées.

LES DEFIS POLITIQUES

Renforcer les capacités et les compétences (les droits civils)

La question des capacités est accentuée et complexe en Afrique subsaharienne; la région a connu une amélioration dans son system d'éducation primaire mais pas au niveau de l'alphabétisation. La situation pourrait persister puisque : 1) la transition démographique peut durer plusieurs décennies et 2) la région devrait affronter des difficultés structurels.

L'explosion démographique dans la plupart des pays subsahariens risque d'entraver les efforts visant à assurer l'accès et l'accessibilité aux écoles primaires. En Afrique subsaharienne, les inscriptions scolaires ont augmenté de 1,4 million d'élèves dans les années 80 et de 2,4 millions dans les années 90. En 1990-1991, ¼ des enfants n'avaient pas accès à la première année d'école primaire, contre 10% en 2002-2003. Cependant 40% n'avaient pas complété l'école primaire, dont une grande majorité étaient des filles. Le taux de scolarisation est passé d'une moyenne de 36% en 1960 à 76% en 2000 malgré le triplement de la population d'âge scolaire. Les progrès enregistrés pour l'éducation secondaire et supérieure ont été significatifs ; En 2002-2003, 46% des jeunes étaient inscrits en première année de collège, contre 28% en 1990-1991. Depuis alors, le taux de scolarisation secondaire a augmenté de 36%. Le nombre d'étudiants dans les écoles supérieur est augmenté 20 fois entre 1970 et 2007, et passé de 2 à 6 millions d'étudiants entre 2000 et 2016 (Jacquemot, 2016). Le nombre de diplômés des écoles supérieur atteindra 9,5 millions en 2020 et 13 millions en 2030.

Selon l'UNESCO, les pays d'Afrique subsaharienne devraient recruter 17 millions d'enseignants pour les niveaux primaire et secondaire d'ici 2030. La rapide croissance démographique de personnes d'âge scolaire empêche la région de répondre à la demande : plus de 80% des pays souffrent une pénurie d'enseignants pour l'école primaire et secondaire.

La relation complexe entre croissance démographique et scolarisation indique la présence d'autres déterminants notamment : les politiques relatifs au développement, les politiques relatifs l'éducation et la gouvernance.

La jeunesse souffre encore de chômage et sous-emploi indiquant que l'amélioration du system d'éducation n'a pas vraiment amélioré les conditions d'emploi.

l'éducation et contextualisation (les opportunités économiques)

Le dividende du travail résulte du rapport entre le nombre de personnes d'âge actif et le nombre de personnes dépendantes (Hall et Jones, 1999). Le dividende devient 'transitoire' lorsque le marché du travail est en mesure d'absorber le surplus d'adultes en d'âge actif. L'investissement

dans l'éducation porterait à l'accroissement de la production par habitant lorsque l'éducation répond aux exigences du marché de travail (Bloom, Canning et Sevilla, 2003; Mason, 2005).

Les conditions actuelles en Afrique subsaharienne ne sont pas idéales ; le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) prévoit que parmi les 33000 jeunes qui pénètrent le marché du travail quotidiennement, 60% se trouveront en chômage.

Puisque que 85% des jeunes au monde vivent dans des États fragiles ou à faible revenu, l'Organisation Internationale du Travail estime que $\frac{1}{4}$ des jeunes du monde - 270 millions – n'auront pas accès à l'éducation, la formation ou l'emploi en 2020. Ce taux atteint des proportions inquiétantes en Afrique subsaharienne (19%), dans les États arabes (34,4%) et en Afrique du Nord (27%) où les révolutions tunisiennes et égyptiennes en 2010 ont mis en évidence la désespération des jeunes gens qualifiés. **Dans de nombreux pays, le taux d'emploi diminue à mesure que les jeunes deviennent plus scolarisés (Roubaud, F., & Torelli, C. 2013).** En Afrique, les diplômés de l'école supérieure sont 3 fois plus exposés au chômage que les jeunes qui n'ont pas complété l'école primaire. Cette forte inadéquation entre compétences et exigences du marché de travail est provoquée par les situations suivantes :

1. Les chercheurs d'emploi exigent une sécurité économique dans un contexte dont le secteur privé est assez restreint [BIT, 2013]. Ils visent un emploi dans le secteur public mais leur formation universitaire est inadéquate. Dans de nombreux pays (Tanzanie, Rwanda, etc...), les formations universitaires conduisent souvent à une accumulation de titres et de compétences mal adaptés au marché de travail.
2. La forte croissance urbaine continue d'attirer les personnes et les activités mais la plupart de la jeunesse en Afrique subsaharienne est d'origine rurale. Les zones rurales et les zones urbaines informelles voient des taux de sous-emploi très élevés. La majorité des chercheurs d'emploi dans les 15 prochaines années proviendront de zones rurales. Il est donc urgent que la jeunesse ait plus accès à des compétences agricoles pour renforcer la productivité. La formation professionnelle dans le secteur agricole doit aller au-delà d'un savoir-faire technique qui « néglige la diversité des fonctions sociales » [Beaujeu et al. 2011] pour permettre aux futurs agriculteurs d'augmenter leur productivité.
3. Les politiques relatives à la croissance économique n'est pas encore inclusive ni égalitaire, elle ne contribue pas assez à la redistribution interne ni à l'expansion du marché. Malgré l'émergence des classes moyennes, de nombreux jeunes sont pauvres ou sur le seuil de la pauvreté, et certains se lancent dans des activités illicites pour générer d'argent.

La relation entre l'éducation et la productivité n'est pas évidente ; la productivité ne peut se produire avant l'adhésion au monde du travail.

L'éducation se traduit en compétences, la profitabilité des compétences est déterminée par les futures exigences du marché de travail. Bien que l'éducation et l'emploi soient souvent au centre des discours politiques, la synergie entre les secteurs reste décidément insuffisante.

La Banque Mondiale réitère l'importance d'une approche multisectorielle aux programmes d'intégration des jeunes au marché de travail.

L'inclusion (la justice sociale)

Outre garantir un dividende national, une nation doit veiller à endiguer la montée des inégalités pour assurer un développement économique durable, inclusif et stable. Pour y parvenir, les nations doivent aborder les trois questions suivantes:

- La plupart des pays d'Afrique subsaharienne, les groupes les moins favorisés comptent des taux de natalité deux fois plus élevés par rapport aux groupes les plus favorisés. Parmi les groupes moins favorisés, il est 4 fois plus probable qu'un enfant reste sans scolarisation et 5 fois plus probable qu'il abandonne son école primaire. En revanche, de nombreuses familles urbaines concentrent leurs investissements dans l'éducation privée de leurs enfants afin de renforcer leur capital humain (Boyle, 1996; Buchmann, 2001). Le taux de natalité réduit parmi les populations instruites se traduit par des familles peu nombreuses et des investissements plus élevés, ce qui permet d'obtenir une perpétuelle amélioration des conditions de santé et d'éducation. En revanche, le taux de natalité élevé parmi les populations sans instruction signifie beaucoup moins d'investissement dans l'éducation. C'est ainsi que les écarts entre les deux groupes continueront à creuser en absence de mesures rectificatives.

Un renouvellement des programmes d'éducation et de santé publique est urgent et nécessaire afin de combler les inégalités de scolarisation parmi les diverses factions du peuple, ainsi que les écarts pédagogiques entre les nations de la région de l'Afrique subsaharienne.

- L'inclusion des femmes dans le monde de travail est fondamentale pour la croissance économique et pour le développement pédagogique. Alors que la participation active des hommes est uniformément élevée, celle des femmes reste en fluctuation altérant le nombre total de la population active et le taux de production par habitant. L'instruction et l'intégration de la femme dans le monde de travail mène à la baisse du taux de natalité puisque avoir des enfants a un coût d'opportunité plus élevé en termes de revenus. En Afrique subsaharienne, les hommes désirent une famille nombreuse (Bankole et Singh,

1998) mais les femmes instruites déposent d'un pouvoir de négociation qui les permet d'atteindre le taux de natalité qu'elles désirent.

- Bien que la globalisation de l'éducation et la mise en place d'un marché mondial puissent améliorer la disponibilité d'éducation, elles risquent d'alimenter la fuite des compétences et les inégalités socio-économiques nationales.

Les investissements publics

Le développement soutenable et la création d'emplois nécessitent des investissements dans l'éducation et une injection massive de capitaux. Il faut remédier au déficit infrastructurel, créer des conditions commerciales appropriées pour attirer les investissements nationaux et étrangers, renforcer le commerce transfrontalier et l'intégration régionale, et stimuler le développement du secteur privé.

En raison de ressources limitées, trouver le juste équilibre sera un défi pour l'Afrique subsaharienne. L'éducation représente déjà 17% des dépenses publiques et les gouvernements devraient équilibrer les dépenses et leur distribution entre les divers domaines indispensables à la croissance économique de l'État (infrastructures, santé etc...). Les investissements d'ici 2040 sont estimés à 6 billions de dollars en infrastructures et 4,3 billions en engagements (Global Infrastructure Hub).

Les pays d'Afrique et du Moyen-Orient devraient investir un grand part de leur budget dans l'éducation pour stimuler la production à long terme. Les experts préviennent que l'investissement dans l'éducation aurait un impact de dette plus prolongée et un retour de capital plus lent, mais ils espèrent que les agences multilatérales puissent atténuer ces craintes et encourager les nations en développement à soutenir les investissements à long terme par le biais de financements concessionnels et dons.

CONCLUSION

En raison de l'explosion démographique en acte et les conséquentes complications structurelles, l'Afrique subsaharienne devra affronter un déluge d'entraves liées à l'éducation et à l'emploi de sa jeunesse. Afin de garantir un développement soutenable et une stabilité à long terme, la région devrait investir dans l'éducation et l'intégration de la jeunesse dans le monde du travail.

Contrairement à la théorie du «capital humain», la relation entre éducation et productivité n'est pas toujours directe ; bien que le taux de productivité soit lié à l'emploi, le retour du capital investi dans l'éducation ne se révèle qu'à travers le cadre futur du marché de travail.

Les pays de l'Afrique subsaharienne sont limités par de faibles ressources budgétaires qui entravent les efforts visant le renforcement de la scolarisation et des compétences nécessaires à la croissance économique de la région. Pour cueillir un dividende démographique, Il faudrait de nouveaux investissements stratégiques dans l'éducation qui soient à la fois ambitieux et en synergie avec les autres secteurs liés au développement soutenable de la région.

Le Banque Mondiale estime que le manque d'opportunités économiques pousse 40% des jeunes vers la criminalité. L'incorporation de la jeunesse dans le monde du travail doit être considérée comme une priorité indispensable à la sécurité régionale et internationale.

REFERENCES

- Abdoulaye Mar Dieye (2017), *Keynote Speech at 2017 YouthConnekt Africa Summit*: <https://www.africa.undp.org/content/rba/en/home/presscenter/speeches/2017/07/20/abdoulaye-mar-dieye-keynote-speech-at-2017-youthconnekt-africa-summit.html>
- Ankita Mishra, Sefa Awaworyi Churchill, (2020), *Fertility Gap and Child Nutrition: Evidence from India*, Moving from the Millennium to the Sustainable Development Goals, Springer Singapore
- Arbache and Page (2008): *Is Africa's Economy At A Turning Point?*, The World Bank Policy Research Working Paper 4519
- BAFD, OECD, UNDP, UNECA (2012) *Youth Employment: Five Challenges for North Africa*, Regional conference: Promoting Youth Employment in North Africa, Tunis Microsoft Word - AEO_ConfPaper_NorthAfrica_rev_FINALrevE.docx (oecd.org)
- BECKER, G.S. (1964) *Human capital: a theoretical and empirical analysis, with special reference to education*. New York: Colombia University Press.
- Bloom D. E., Canning D. and Seville J. (2003), *The Demographic Dividend: A New Perspective on the Economic Consequences of Population Change*, A RAND Program of Policy-Relevant Research Communication.
- Bloom, David E., and Jeffrey G. Williamson (1997), *Demographic Change and Human Resource Development*, Asian Development Bank, Emerging Asia. Manila.
- Bloom, D., Canning, D., & Sevilla, J. (2003). *The Demographic Dividend: A New Perspective on the Economic Consequences of Population Change*. Santa Monica, CA; Arlington, VA; Pittsburgh, PA: RAND Corporation.
- Bloom, David E., David Canning, Günther Fink and Jocelyn Finlay (2007): *Fertility, Female Labor Force Participation, and the Demographic Dividend*, Journal of Economic Growth.
- Bloom D., Canning D., Malaney P. (2000): *Demographic Change and Economic Growth in Asia*, Population and Development Review.
- Canning, David, Sangeeta Raja et Abdo S. Yazbeck, éd. 2016, *La transition démographique de l'Afrique : dividende ou catastrophe ?* Collection L' Afrique en développement. Washington, DC : Banque mondiale
- Filmer, Deon; Fox, Louise. 2014. *L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne* - Africa Development Forum;. Washington, DC: World Bank and Agence Française de Développement. © World Bank. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/16608> +--

- Scheub, H. (1985). *A Review of African Oral Traditions and Literature*, African Studies Review, Cambridge University Press, Vol. 28
- SCHULTZ, T.W. (1961) *Investment in human capital*. American Economic Review. Vol 51.
- Schultz, T. Paul (2005), *Productive Benefits of Health: Evidence from Low-Income Countries*, Center Discussion Paper, No. 903, Yale University, Economic Growth Center, New Haven.
- UNESCO Institute for Statistics (2014), *Progress in getting all children to school stalls but some countries show the way forward*, Policy PaPer 14 / Fact Sheet 28
- United Nations World Population Prospects (2019) : <https://population.un.org/wpp/>
- Urdal, H. (2011), *Demography and Armed Conflict: Assessing the Role of Population Growth and Youth Bulges*, CRPD Working Paper No. 2
- World Bank Group (2016) *Global Monitoring Report 2015/2016: Development Goals in an Era of Demographic Change*. Washington, DC: World Bank : Education for All 2000-2015: achievements and challenges; EFA global monitoring report, 2015; 2015 (inee.org)
- Young, Alwyn (2012), *The African Growth Miracle*, Journal of Political Economy, Vol. 120, No. 4

